

Paris, le 21 octobre 2011

COMMUNIQUE DE PRESSE

Export des bovins vivants : les dessous d'un scandale

Les représentants de la filière bovine jubilent : de nouveaux marchés s'ouvrent à l'export, notamment vers les pays du Maghreb, du Liban et plus récemment de la Turquie.

Le président de la Fédération Nationale Bovine (FNB), Pierre Chevalier, s'est récemment félicité de la relance de la filière grâce à l'export d'animaux vivants vers les pays du pourtour méditerranéen, lors d'une réunion tenue en Saône et Loire, le 13 octobre dernier, à l'initiative du ministre français de l'Agriculture. Les professionnels de la filière ont ainsi finalisé la constitution du « Groupement Export Français » qui devrait être opérationnel d'ici le 2 novembre prochain.

En jeu : plus de profits grâce à une meilleure valorisation du prix de la viande pour des animaux exportés et abattus à l'étranger plutôt qu'en France. « 15 à 20 centimes par kilo de carcasse » selon les professionnels, soit environ 60 euros par animal exporté.

Mais derrière cette pitoyable course à la rentabilité et à l'autosatisfaction professionnelle se cache un véritable scandale : ce sont bien des animaux vivants qui sont exportés et non des carcasses.

Des bovins qui sont transportés en camion de leur lieu d'élevage vers les ports de Sète et Marseille, pour être embarqués sur des navires à destination du Maghreb, du Liban et de la Turquie. A l'issue de leur long périple, ces bovins seront égorgés dans des « abattoirs » où les règles européennes de protection des animaux ne s'appliquent pas et pour cause : ces pays ne font pas partie de l'Union européenne.

Voilà donc des éleveurs qui touchent les primes européennes, conditionnées par le respect du bien-être animal, mais qui peuvent sans aucune pénalité faire subir des dizaines d'heures de transport et des conditions d'abattage particulièrement douloureuses à leurs animaux ! Et le tout avec la bénédiction de l'Europe qui encourage ce commerce de la honte par les restitutions à l'exportation qui permettent de toucher des primes supplémentaires, comme le prévoit le règlement européen n° 817/2010 du 16 septembre 2010.

Seul Jean-Paul BIGARD, Président du SNIV-SNCP (Syndicat de l'Industrie des Viandes) s'est clairement opposé à la constitution de ce « Groupement Export Français ». Avec son syndicat, il entend privilégier l'export de carcasses et non le transport international d'animaux vivants.

Même si cette position discordante au sein de l'interprofession est motivée par des considérations économique-sociales, elle mérite d'être saluée et ne peut être que soutenue par l'ensemble des défenseurs des animaux, au premier rang desquels doivent figurer de nombreux éleveurs. A eux de réagir fermement contre ce piège du « Groupement Export Français », qui entend tirer profit des souffrances animales. Inacceptable !